

Les inscrits à France Travail au 3^e trimestre 2025

En moyenne au 3^e trimestre 2025, en France hors Mayotte, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social s'établit à 6 445 600 (catégories A, B, C, D, E). En moyenne au 3^e trimestre 2025, au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 179 500 sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute non corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables) et 867 200 personnes sont en attente d'une orientation par le réseau pour l'emploi (catégorie G, donnée brute non corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables).

En moyenne au 3^e trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 698 300. Parmi eux, 3 263 500 sont sans emploi (catégorie A) et 2 434 900 exercent une activité réduite (catégories B, C).

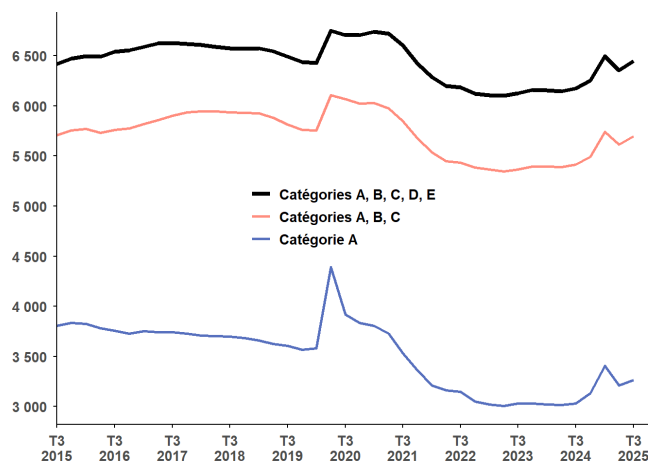
Au 3^e trimestre 2025, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E) croît de 1,5 % (+92 200) et augmente de 4,4 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 1,5 % sur le trimestre (+86 200) et croît de 5,3 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A croît de 1,6 % (+51 100) ce trimestre et augmente de 7,6 % sur un an.

Sur un champ non affecté par l'inscription automatique de nouveaux publics, hors bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et jeunes en parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et

l'autonomie (Pacea), en contrat d'engagement jeune (CEJ) ou en accompagnement intensif des jeunes (AIJ), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 0,7 % ce trimestre et croît de 6,3 % sur un an (voir les avertissements pour des clés de lecture de ces statistiques).

GRAPHIQUE 1 | Inscrits à France Travail en catégories ABCDE, ABC et A

En milliers, France hors Mayotte
Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables



Source : France Travail-Dares, STMT.

Avertissements

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales, les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, conformément aux recommandations d'un groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail durant la période de transition entre 2025 et 2027, des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont également mis à disposition. Enfin, conformément aux préconisations du groupe de travail du Cnis, certains publics inscrits administrativement sont uniquement enregistrés dans les flux d'entrées et de sorties des catégories statistiques sans pouvoir être comptabilisés en fin de mois au sein de ces catégories (cf. encadré 2).

En moyenne au 3^e trimestre 2025, le nombre de radiations par mois est de 2 000 contre 45 000 au 1^{er} trimestre 2025. Sans la mise en application du décret, le nombre d'inscrits aurait été moins élevé au 3^e trimestre, de l'ordre de 65 000 en catégorie A et 80 000 en catégories A,B,C. Sur le champ des séries complémentaires (hors bénéficiaires du RSA, et jeunes en CEJ, AIJ, Pacea), il est estimé qu'en l'absence de ce décret, l'évolution du nombre d'inscrits au troisième trimestre 2025 aurait été de l'ordre de -1,0 % pour la catégorie A et de -0,3 % pour les catégories A,B,C. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation conjoncturelle du marché du travail.

Inscrits à France Travail par catégorie

TABLEAU 1 | Inscrits à France Travail par catégorie

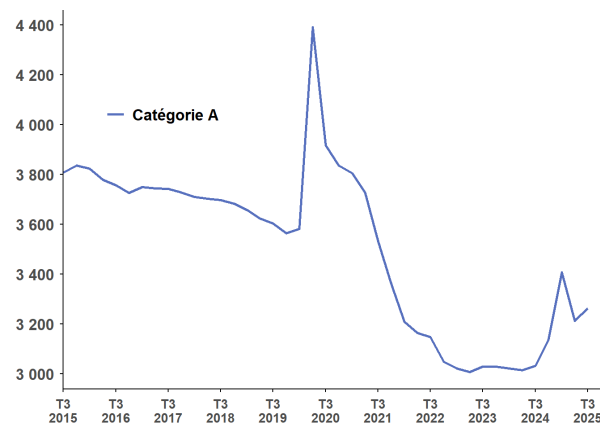
France hors Mayotte, données CVS-CJO (catégories A, B, C, D, E), données brutes (catégories F, G)

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	3e trimestre 2024	2e trimestre 2025	3e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	3032,8	3 212,4	3 263,5	1,6	7,6
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	855,6	840,0	849,4	1,1	-0,7
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	1524	1 559,7	1 585,5	1,7	4,0
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5412,4	5 612,1	5 698,3	1,5	5,3
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	354,1	348,5	360,5	3,4	1,8
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	408,1	392,7	386,8	-1,5	-5,2
Ensemble des inscrits en catégories A, B, C, D, E	6174,5	6 353,4	6 445,6	1,5	4,4
Inscrits en catégorie F (en parcours social, données brutes)	.	111,8	179,5	60,6	.
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, données brutes)	.	887,8	867,2	-2,3	.

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 2 | Inscrits en catégorie A

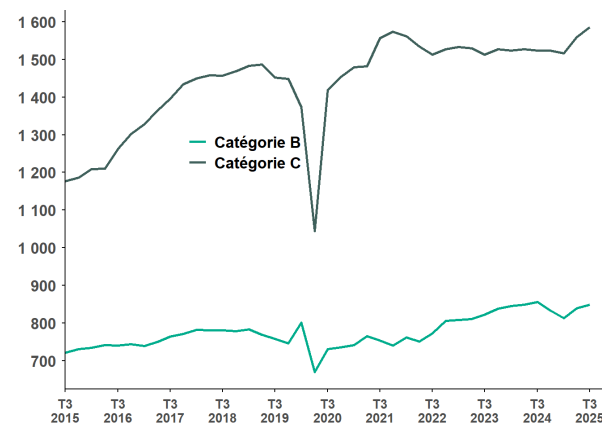
En milliers, France hors Mayotte, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 3 | Inscrits en catégories B, C

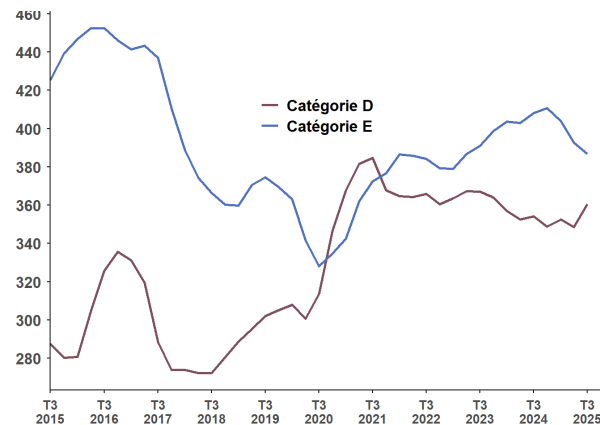
En milliers, France hors Mayotte, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 4 | Inscrits en catégories D, E

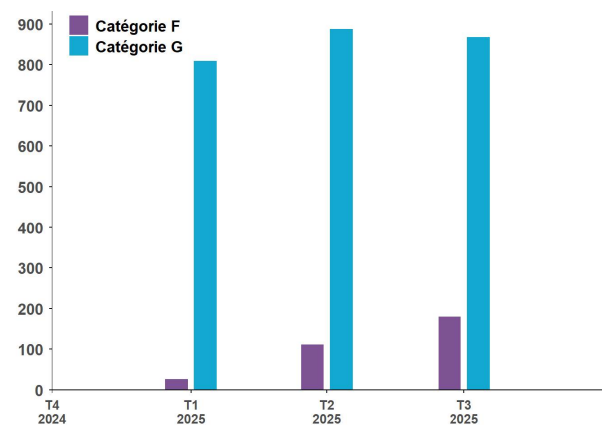
En milliers, France hors Mayotte, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 5 | Inscrits en catégories F, G

En milliers, France hors Mayotte, données brutes



Source : France Travail-Dares, STMT.

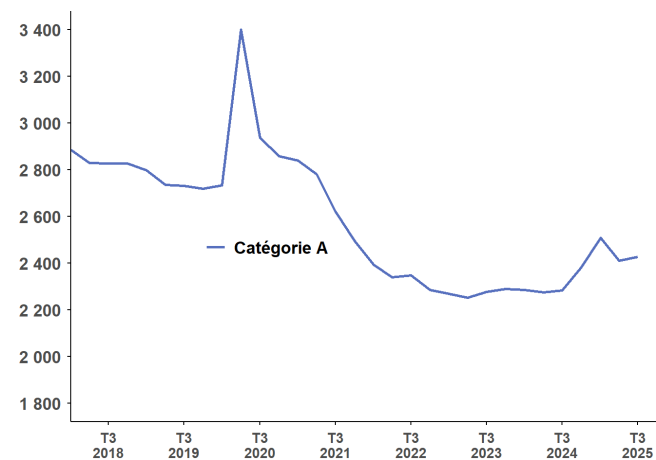
Inscrits hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AIJ)

Pour faciliter la lecture des évolutions durant la période de transition suite à l'inscription obligatoire de nouveaux publics (en particulier des bénéficiaires du RSA et des jeunes en CEJ ou en Pacea) sont présentées ici des séries complémentaires qui permettent d'apprécier l'évolution du nombre d'inscrits hors ruptures associées à ces nouveaux entrants.

Ainsi, au 3^e trimestre 2025, le nombre moyen d'inscrits hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AIJ) augmente de 0,7 % pour les inscrits en catégorie A (+6,3 % sur un an), croît de 0,8 % pour ceux en A, B, C (+4,0 % sur un an) et augmente de 1,1 % pour ceux en A, B, C, D, E (+3,3 % sur un an) en France hors Mayotte.

GRAPHIQUE 6 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea et AIJ)

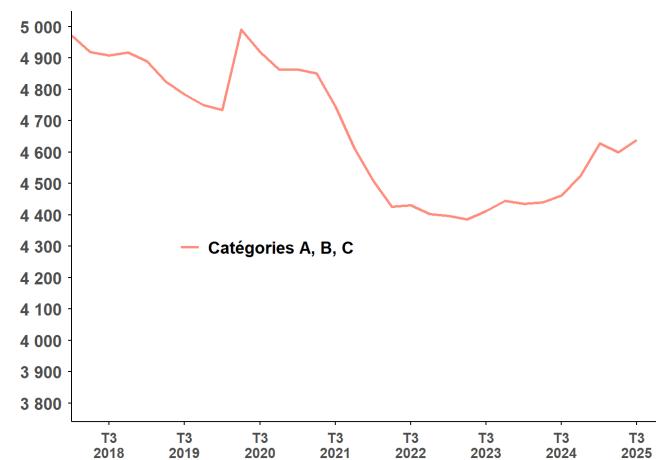
En milliers, France hors Mayotte, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 7 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea et AIJ)

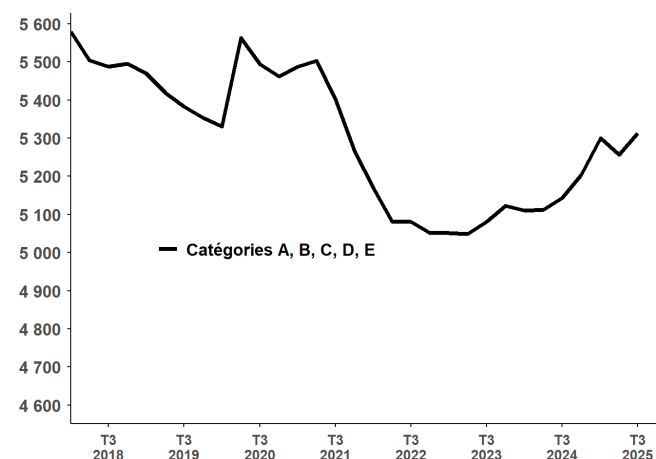
En milliers, France hors Mayotte, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 8 | Inscrits en catégories A, B, C, D, E hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea et AIJ)

En milliers, France hors Mayotte, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

Avertissement sur la mise en place du nouveau régime de sanctions

Le régime de sanctions évolue avec l'entrée en vigueur en juin 2025 du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations : ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail.

En moyenne au 3^e trimestre 2025, le nombre de radiations par mois est de 2 000 contre 45 000 au 1^{er} trimestre 2025. Sans la mise en application du décret, le nombre d'inscrits aurait été moins élevé au 3^e trimestre, de l'ordre de 65 000 en catégorie A et 80 000 en catégories A,B,C. Sur le champ des séries complémentaires (hors bénéficiaires du RSA, et jeunes en CEJ, AIJ, Pacea), il est estimé qu'en l'absence de ce décret, l'évolution du nombre d'inscrits au troisième trimestre 2025 aurait été de l'ordre de -1,0 % pour la catégorie A et de -0,3 % pour les catégories A,B,C. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation conjoncturelle du marché du travail.

Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et A

En France hors Mayotte, au 3^e trimestre 2025, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C croît de 4,4 % pour les moins de 25 ans (+19,5 % sur un an – voir l'avertissement sur la loi pour le plein emploi p.1), croît de 1,2 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans

(+3,9 % sur un an) et croît de 0,7 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+1,7 % sur un an). Le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A croît de 6,8 % pour les moins de 25 ans (+29,8 % sur un an), croît de 0,9 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+5,4 % sur un an) et reste stable pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+1,3 % sur un an).

TABLEAU 2 | Ensemble des catégories A, B, C et A par âge

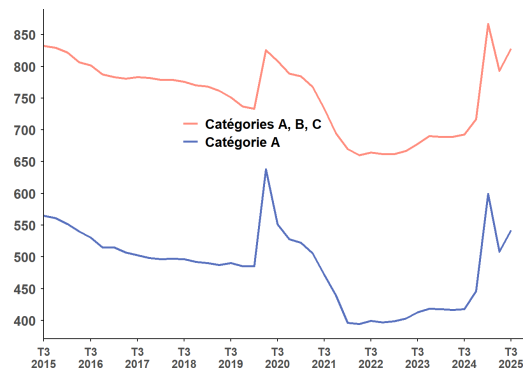
France hors Mayotte, données CVS-CJO

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	3e trimestre 2024	2e trimestre 2025	3e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Ensemble des catégories A, B, C	5 412,4	5 612,1	5 698,3	1,5	5,3
Moins de 25 ans	692,7	792,8	827,8	4,4	19,5
Entre 25 et 49 ans	3 232,5	3 318,1	3 358,5	1,2	3,9
50 ans et plus	1 487,2	1 501,2	1 512,0	0,7	1,7
Ensemble de la catégorie A	3 032,8	3 212,4	3 263,5	1,6	7,6
Moins de 25 ans	417,8	507,9	542,3	6,8	29,8
Entre 25 et 49 ans	1 760,9	1 839,6	1 856,1	0,9	5,4
50 ans et plus	854,1	864,9	865,1	0,0	1,3

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 9 | Inscrits de moins de 25 ans en catégories A, B, C et A

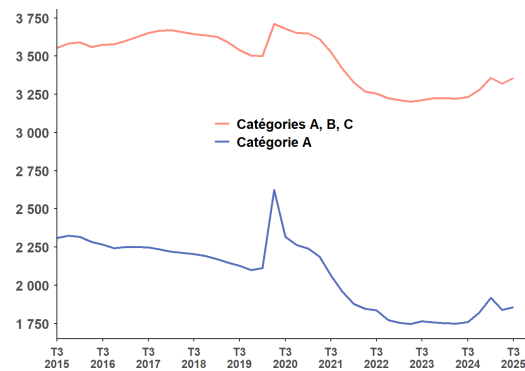
En milliers, France hors Mayotte, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 10 | Inscrits de 25 à 49 ans en catégories A, B, C et A

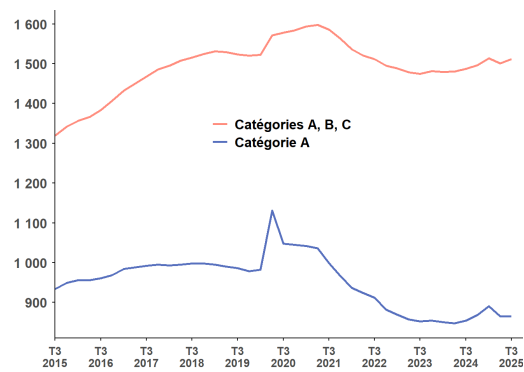
En milliers, France hors Mayotte, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 11 | Inscrits de 50 ans et plus en catégories A, B, C et A

En milliers, France hors Mayotte, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

Ancienneté en catégories A, B, C

En France hors Mayotte, au 3^e trimestre 2025, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus croît de 2,4 % (+6,0 % sur un an), tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an croît de 0,9 % (+4,7 % sur un an).

L'ancienneté moyenne des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est de 624 jours au 3^e trimestre 2025 (+1 jour par rapport au trimestre précédent).

TABLEAU 3 | Ancienneté en catégories A, B, C

France hors Mayotte, données CVS-CJO

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	3e trimestre 2024	2e trimestre 2025	3e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Moins de 1 an	3 041,4	3 157,5	3 184,4	0,9	4,7
Moins de 3 mois	1 186,9	1 183,3	1 196,8	1,1	0,8
De 3 mois à moins de 6 mois	816,8	851,1	810,2	-4,8	-0,8
De 6 mois à moins de 12 mois	1 037,8	1 123,2	1 177,4	4,8	13,5
Un an ou plus	2 371,0	2 454,6	2 514,0	2,4	6,0
De 1 an à moins de 2 ans	1 061,1	1 106,3	1 148,7	3,8	8,3
De 2 ans à moins de 3 ans	466,1	505,4	513,4	1,6	10,1
3 ans ou plus	843,8	842,9	851,9	1,1	1,0
Part des inscrits depuis 1 an ou plus	43,8 %	43,7 %	44,1 %	0,4 pt	0,3 pt
Ancienneté moyenne (en jours) ***	634,0	623,0	624,0	1,0	-10,0

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
*** L'ancienneté en catégories A, B, C est mesurée sur le trimestre par le nombre de jours où la personne a été inscrite de façon continue en catégories A, B, C. Une sortie d'au moins un jour de ces catégories réinitialise l'ancienneté.
D'autres indicateurs, tels que le nombre de personnes inscrites en catégorie A un certain nombre de mois sur une période donnée, peuvent éclairer d'autres dimensions de l'ancienneté ou de la récurrence sur les listes de France Travail dans ces catégories.
Source : France Travail-Dares, STMT.

Entrées et sorties des catégories A, B, C

En France hors Mayotte, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au 3^e trimestre 2025 croît de 6,0 % par rapport au trimestre précédent (+38,1 % sur un an). Suite à une modification du script d'inscription, les évolutions trimestrielles des flux d'entrées par motif sont difficilement interprétables (voir les avertissements pour des clés de lecture de ces statistiques).

TABLEAU 4 | Entrées en catégories A, B, C par motif ⁽¹⁾

France hors Mayotte, données CVS-CJO

	Nombre moyen d'entrées au 3e trimestre 2025 (en milliers)	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Fin de contrat	84,0	-7,8	-19,0
Fin de mission d'intérim	18,2	-26,6	-39,7
Démission	21,4	-11,9	-21,0
Rupture conventionnelle	35,5	-11,9	-11,5
Licenciement économique	9,3	-5,1	-3,1
Autre licenciement	29,3	-9,8	-8,4
Première entrée sur le marché du travail ⁽²⁾	28,6	40,9	2,5
Retour d'inactivité ⁽³⁾	85,9	0,7	-11,2
Réinscription rapide ⁽⁴⁾	73,5	-11,0	-20,4
Autres motifs ⁽⁵⁾	281,4	5,0	549,9
Motif indéterminé	89,6	157,5	100,0
Ensemble des entrées en catégories A, B, C	756,5	6,0	38,1

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

(1) Suite à une modification du script d'inscription, les évolutions trimestrielles des flux d'entrées par motif sont difficilement interprétables (voir les avertissements pour des clés de lecture de ces statistiques).

(2) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(3) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(4) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(5) À partir de janvier 2025, les « autres motifs d'entrée » incluent les motifs permettant de suivre l'inscription des publics « loi pour le plein emploi » en plus des autres motifs d'entrée historiques (fin d'activité non salariée, retour en France,...).

La ventilation de cette catégorie, entre les autres motifs historiques et les motifs d'inscription des publics « loi pour le plein emploi » est disponible au sein des données brutes.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Au 3^e trimestre, le nombre moyen de sorties des catégories A, B, C baisse de 4,1 % par rapport au trimestre précédent (+36,0 % sur un an). Les sorties pour radiation administrative (-36 400 soit -94,5 %) et autres cas dont réorientations en parcours social (-1 400 soit -2,0 %) sont en baisse sur le trimestre. Les sorties pour reprise d'emploi déclarée (+1 200 soit +1,7 %) sont en hausse sur le trimestre. Pour plus d'informations, voir avertissements et [note incidents et changements de procédure](#).

GRAPHIQUE 12 | Entrées en catégories A, B, C, tous motifs

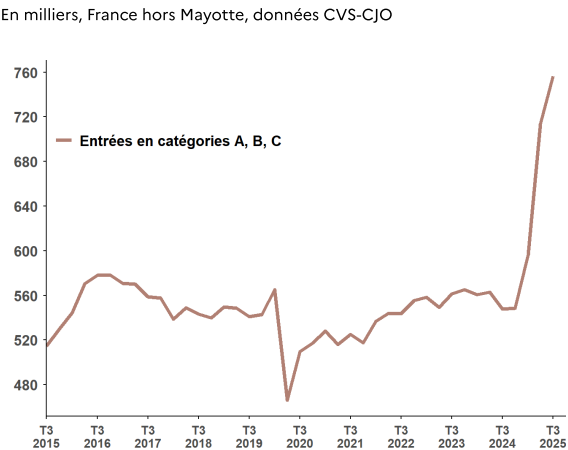


TABLEAU 5 | Sorties des catégories A, B, C par motif

France hors Mayotte, données CVS-CJO

	Nombre moyen de sorties au 3e trimestre 2025 (en milliers)	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	73,9	1,7	-7,2
Entrée en stage ou en formation	56,5	1,3	-0,9
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	46,1	0,4	-0,9
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	480,3	1,0	93,4
Radiation administrative	2,1	-94,5	-96,2
Autres cas ⁽³⁾	67,2	-2,0	41,8
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	726,1	-4,1	36,0

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

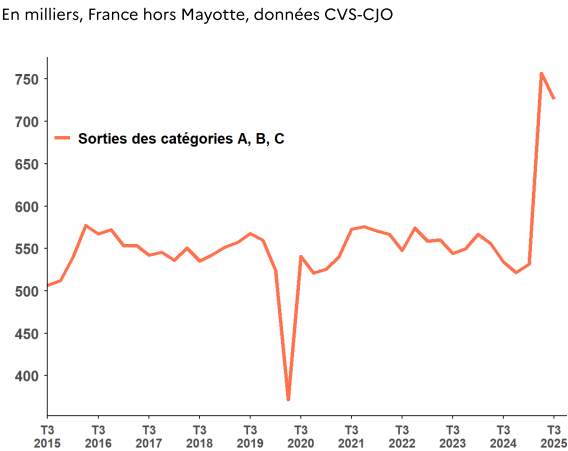
(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.

(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics « loi pour le plein emploi » et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation.

(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 13 | Sorties des catégories A, B, C, tous motifs



Avertissements sur les flux :

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, a affecté la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription. En particulier, les entrées pour « motif indéterminé » sont nettement rehaussées tandis que les entrées pour fin de contrat, fin de mission d'intérim, démission ou rupture conventionnelle sont abaissées. Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent difficilement interprétables. Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées.

Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence.

ENCADRÉ 1 • Indemnisation des inscrits à France Travail au titre du chômage ou des principaux minima sociaux d'insertion (RSA ou AAH)

Au 2^e trimestre 2025, en France, 3 793 900 personnes inscrites à France Travail en catégories A, B, C, D, E (données CVS) perçoivent une allocation au titre du chômage ou des principaux minima sociaux d'insertion (RSA ou AAH). Ce nombre diminue de 1,9 % sur un trimestre et reste stable sur un an. Au 2^e trimestre 2025, parmi ces personnes, 2 588 800 sont indemnisées par l'assurance chômage (par exemple l'allocation d'aide au retour à l'emploi), 280 400 sont indemnisées par l'État (par l'allocation de solidarité spécifique notamment) et 813 300 perçoivent un des principaux minima sociaux (le RSA ou l'AAH) sans recevoir d'allocation au titre du chômage.

Au 2^e trimestre 2025, 794 300 personnes inscrites en catégories F et G (donnée brute) perçoivent une allocation au titre du chômage ou d'un minima social d'insertion (RSA ou AAH) : parmi elles, 11 200 sont indemnisées au titre du chômage et 779 700 perçoivent le RSA ou l'AAH sans recevoir d'allocation au titre du chômage.

Sur l'ensemble des personnes inscrites à France Travail en catégories A, B, C, D, E, F, G au 2^e trimestre 2025, 1 604 900 sont bénéficiaires du RSA (donnée brute).

Par ailleurs, un certain nombre d'inscrits à France Travail ont un droit ouvert au titre du chômage, sans toutefois être indemnisés ¹.

TABLEAU EN 1 | Indemnisation au titre du chômage ou des principaux minima sociaux d'insertion (RSA ou AAH) des personnes inscrites à France Travail en catégories A, B, C, D, E

France ^(a), données CVS

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2024	1er trimestre 2025 (p)	2e trimestre 2025 (p)	un trimestre *	un an **
Ensemble des inscrits à France Travail en catégories A, B, C, D, E indemnisés au titre du chômage ou d'un des principaux minima sociaux d'insertion (1+2+3+4)	3 790,6	3 867,7	3 793,9	-1,9	0,1
Assurance chômage ⁽¹⁾	2 632,9	2 625,2	2 588,8	-1,4	-1,7
État ⁽²⁾	253,9	275,8	280,4	1,7	10,4
Autres ⁽³⁾	116,6	110,3	111,3	0,9	-4,5
Principaux minima sociaux d'insertion (RSA ou AAH) sans indemnisation au titre du chômage ⁽⁴⁾	787,2	856,4	813,3	-5,0	3,3

(p) données provisoires.

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

(a) Y compris Mayotte, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon.

(1) Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) et Allocation d'aide au retour à l'emploi formation (AREF) hors conventions de gestion de l'Opérateur national de paie (ONP), Allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

(2) Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) y compris formation, Allocation Équivalent Retraite (AER), Allocation Transitoire de Solidarité (ATS), Allocation Temporaire d'Attente (ATA), Allocations du fonds de professionnalisation et de solidarité (FSP), Rémunération de fin de formation (RFF).

(3) Rémunération de formation France Travail (RFFT), ARE-ONP, AREF-ONP.

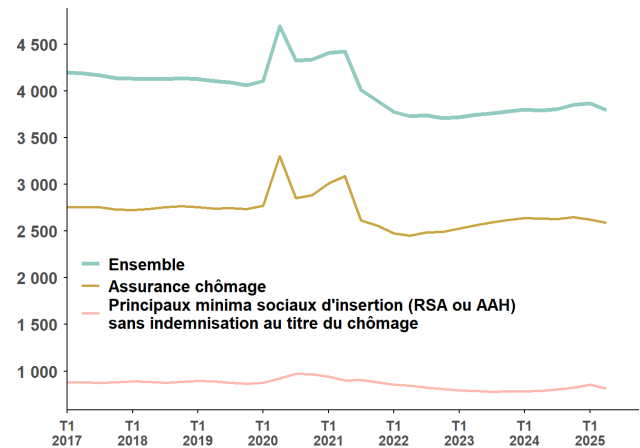
(4) Revenu de solidarité active (RSA) ou allocation adulte handicapé (AAH) sans indemnisation au titre du chômage.

Champ : inscrits à France Travail en catégories A, B, C, D, E.

Source : France Travail, Fichier national des allocataires (FNA) et STMT.

GRAPHIQUE EN 1 | Indemnisation au titre du chômage ou des principaux minima sociaux d'insertion (RSA ou AAH) des personnes inscrites à France Travail en catégories A, B, C, D, E

En milliers, France ^(a), données CVS



Avertissement

Les données de l'encadré 1 du Dares indicateur sur les inscrits à France Travail au 2^e trimestre 2025 ont été affectées par un incident de production. Les séries des indemnisés au titre d'un des principaux minima sociaux d'insertion n'intégraient pas l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

Toutes les séries portant sur ces minima sociaux sont concernées : les séries brutes des inscrits en catégories F et G ainsi que les séries CVS des inscrits en catégories A, B, C, D et E.

Au 1^{er} trimestre 2025, ces séries révisent à la hausse de + 33 700 pour les catégories F et G, et de +138 600 pour les catégories A, B, C, D, E. La publication de juillet 2025 a été corrigée sur le site internet de la Dares, de même que le fichier Excel de données associé.

¹Pour en savoir plus se reporter à « Part des demandeurs d'emploi indemnisables : situation au 31 décembre 2024 », Statistiques et indicateurs n°25.019, France Travail, avril 2025.

ENCADRÉ 2 • Les catégories des inscrits à France Travail

La Dares et France Travail présentent, à des fins d'analyse statistique, les données sur les inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

- catégorie A : personnes tenues de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : personnes tenues de rechercher un emploi, en activité réduite courte (moins de 78 heures par mois) ;
- catégorie C : personnes tenues de rechercher un emploi, en activité réduite longue (plus de 78 heures par mois) ;
- catégorie D : personnes sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi ;
- catégorie E : personnes pourvues d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés, etc.) ;
- catégorie F : personnes en parcours social ;
- catégorie G : personnes en attente d'orientation.

Les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales, les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi orientées en parcours d'accompagnement professionnel ou socio-professionnel, sont invités à s'actualiser mensuellement. Si ces personnes n'ont pas de droit ouvert à une indemnisation du chômage par France Travail, et qu'elles sont accompagnées par un organisme autre que France Travail (par exemple une mission locale), elles restent inscrites administrativement sur les listes même en l'absence d'actualisation. Conformément aux recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), si ces dernières ne s'actualisent pas, elles ne sont pas comptabilisées dans les catégories statistiques d'inscrits A,B,C,D,E en fin de mois (comme toute personne sujette au processus d'actualisation) ; elles sont uniquement enregistrées dans les flux d'entrées et de sorties des catégories statistiques. Au troisième trimestre 2025, ce sont en moyenne environ 270 000 personnes qui sont dans cette situation, pour l'essentiel en catégories A,B,C.

Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. Le champ des inscrits à France Travail et la distinction avec le chômage au sens du BIT sont précisés dans une documentation sur le site internet de la Dares. Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent davantage affecter les données relatives aux inscrits à France Travail : modifications des règles d'indemnisation ou d'accompagnement, changements de procédure, incidents. Un [document](#) présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques des inscrits à France Travail. Une [documentation méthodologique](#) présente plus en détail les statistiques sur le marché du travail.

Les principales statistiques sur les inscrits à France Travail sont accessibles via une [datavisualisation](#) et l'ensemble des données relatives à ces inscrits est accessible en [Open Data](#).

En France hors Mayotte, lorsque sur un trimestre le nombre d'inscrits en catégorie A augmente ou baisse de plus de 33 000, il y a une probabilité supérieure à 95 % que la variation de la tendance sous-jacente soit de même sens. Ce seuil est de 30 000 pour le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C. Une [documentation](#) fournit des éléments d'aide à l'interprétation des séries sur les inscrits à France Travail. L'ensemble des documents relatifs aux données sur les inscrits à France Travail sont disponibles sur les sites internet de la [Dares](#) et de [France Travail](#).

Prochaine parution, le jeudi 29 janvier 2026 : Dares indicateurs, Les inscrits à France Travail au 4^e trimestre 2025.

Lucie Carlier (Dares) et Jérôme Dano (France Travail)

Directeur de la publication
Michel Houdebine

Directrice de la rédaction
Anne-Juliette Bessone

Secrétaires de rédaction
Thomas Cayet

Maquettistes
Christophe Chauvin, Valérie Olivier

Mise en page
Dares, ministère du Travail,
de la Santé et des Solidarités

Réponses à la demande
dares.travail-emploi.gouv.fr/contact

Contact presse
Nicolas Moreau
nicolas.moreau2@travail.gouv.fr

ISSN 2267 - 4756

La Dares est la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités. Elle contribue à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques, et plus largement à éclairer le débat économique et social.

dares.travail-emploi.gouv.fr

RETROUVEZ LES DONNÉES DES GRAPHIQUES
ET TABLEAUX SUR NOTRE SITE INTERNET.

